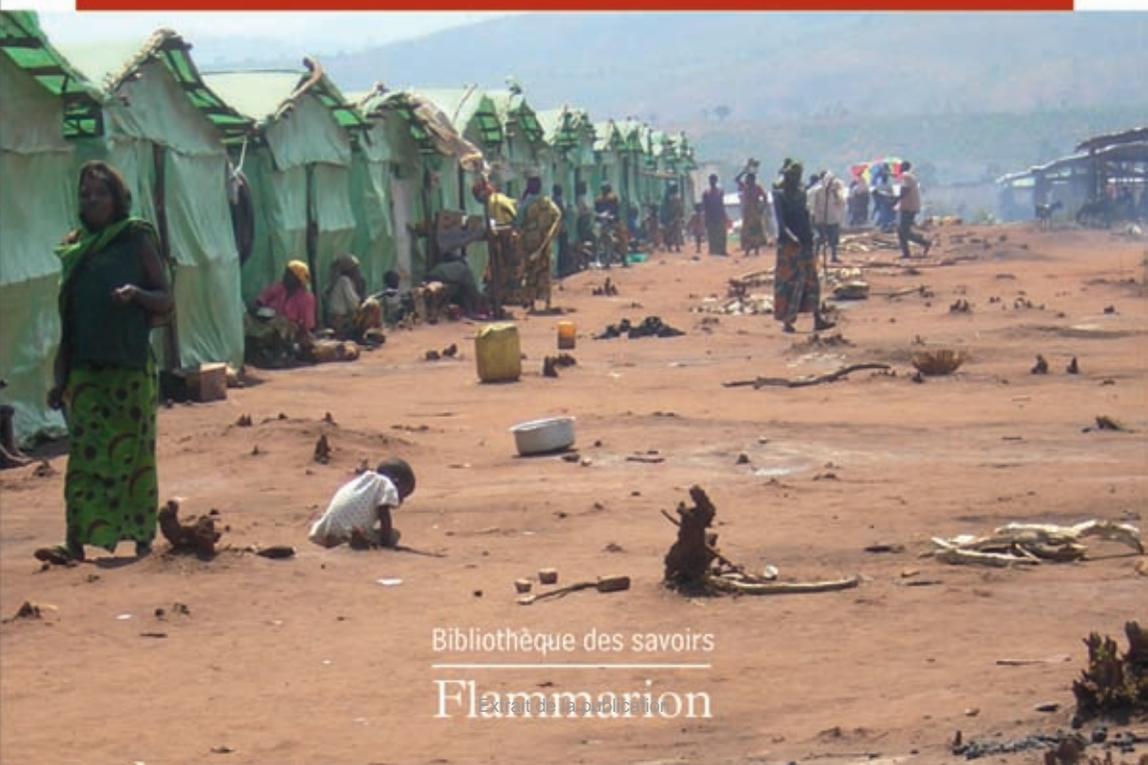


MICHEL AGIER

GÉRER

LES INDÉSIRABLES

Des camps de réfugiés  
au gouvernement  
humanitaire



Bibliothèque des savoirs

Flammarion





# Gérer les indésirables

Des camps de réfugiés  
au gouvernement humanitaire

DU MÊME AUTEUR

- Salvador de Bahia. Rome noire, ville métisse* (avec des photos de Christian Cravo), Autrement, 2005
- La Sagesse de l'ethnologue*, Paris, L'œil neuf, 2004
- Aux bords du monde, les réfugiés*, Flammarion, 2002
- Anthropologie du carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia*, Parenthèses, 2000
- L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Archives contemporaines, 1999
- Anthropologues en dangers. L'engagement sur le terrain* (dir.), Jean-Michel Place, 1997
- Commerce et Sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Orstom, 1983

Michel Agier

# Gérer les indésirables

Des camps de réfugiés  
au gouvernement humanitaire

Flammarion

© Éditions Flammarion, Paris, 2008  
ISBN : 978-2-0821-0566-8

Le lecteur trouvera p. 323 une liste détaillée des acronymes dont il est fait usage dans cet ouvrage.



## Introduction

### Des vulnérables aux indésirables

Imagine...

Imagine un monde unique et sans conflit, fait de petits mondes sécurisés dont les connexions routières, souterraines ou informatiques sont elles-mêmes protégées par des portails et des systèmes d'identification hypersensibles au timbre de la voix, à l'iris, à la texture de la peau. Imagine la paix, la propreté et l'absence de maladie, le climat éternellement tempéré, les enfants merveilleusement désirés, modelés et comblés. Imagine une vie quotidienne sans histoires, sans dérangements, au sein de communautés d'identiques (les plus de soixante ans, les amateurs de golf, les familles avec chien, les adeptes de Krishna). Cette partie de la planète, diverse et consensuelle, s'est appelée « monde ».

Ce monde semble inclure tout l'espace disponible, toute la rondeur de la voûte terrestre en quelque sorte. Mais cette totalité n'est qu'un leurre, délicatement entretenu par les écrans plats et les miroirs disséminés dans tous les espaces, publics et privés, où chacun s'imagine et se mire, entretenant son âme et son corps, et délicieusement cultive un sincère souci de soi. Une autre réalité reste invisible, bien que son existence ne soit pas totalement

inconnue : d'importantes parties de la planète sont maintenues à l'écart, derrière de très hauts murs, des barrières, et de l'autre côté de longues étendues de sable ou d'eau, au cœur des déserts et des forêts. D'autres humains y vivent : les « Restes du monde » – c'est ainsi qu'on les nomme – peuplent des camps innombrables, des kilomètres de couloirs de transit, des îles, des plateformes maritimes et des enclos au milieu des déserts. De taille variable (de quelques mètres carrés jusqu'à la superficie de plusieurs villes et villages réunis), chaque camp est cerclé de murs, de barbelés, de fils électriques, ou simplement *enfermé dehors* par la présence dissuasive d'un vide qui l'entoure.

Parfois, des habitants des Restes du monde passent dans le monde pour de brefs séjours. Leurs entrées et sorties se font à l'intérieur de couloirs étroits, sous le filtre de caméras, de lecteurs d'empreintes, de détecteurs d'armes, de virus et de bactéries, de capteurs de pensées et de mémoires. Les queues sont longues aux *checkpoints*, et ils ne sont pas tous les jours sûrs d'atteindre l'autre côté. Ceux qui y parviennent travaillent aux œuvres de construction, d'entretien et de nettoyage des villes du monde, de sarclage et de cueillette des plantations et des jardins, avant de retourner dormir et d'attendre le lendemain, sans rêve, dans leur enclos.

Des recenseurs du monde comptent régulièrement la population des Restes du monde. Des TGOCh (Très grandes organisations charitables) sont chargées de garder leurs habitants en vie. Régulièrement, cependant, des réunions se tiennent dans le parlement du monde pour savoir si et jusqu'à quand il convient de prendre en charge les Restes du monde. Des cercles de savants réfléchissent au meilleur moyen de les éliminer – une des solutions consisterait à les laisser mourir dans le désert. Plusieurs indices montrent que certains habitants des Restes du monde sont en train de s'autodétruire. On rapporte ainsi que des individus se jettent contre les barbelés, d'autres s'immolent par le feu, d'autres agressent leurs proches et vont jusqu'à les tuer. Il faut soigner d'urgence les effets de cette « violence sur soi », disent les représentants des TGOCh médicales, c'est une nouvelle

forme de détresse qui justifie de nouveaux déploiements de volontaires. Encore des vies à sauver ! Mais de longues discussions s'engagent à nouveau sur l'utilité de telles actions rapportée à leurs coûts : « qui va payer les kits de survie ? » demande un élu. Les organisations charitables crient au cynisme et lancent de grandes campagnes de collecte de fonds pour sauver de la disparition les relégués de la condition humaine. Une coordination des TGOCh est créée sous le nom d'*URGENCE SANS FIN...*

### Urgence sans fin. Murs, camps, déserts

Arrêtons là ce début de fiction qui tient si peu de l'imagination. Seule la réunion de tous les faits côte à côte peut créer l'effet de la fiction, voire d'une science-fiction. Pourtant, à peu de chose près, tous les faits qui viennent d'être mentionnés sont des réalités présentes : les centaines de camps africains dont l'évidence s'impose à chaque nouveau conflit, à chaque nouveau déplacement massif de population dû à une guerre, à une famine, à des violences, comme si l'Afrique n'avait d'autre possibilité de survie que de devenir le continent des camps du XXI<sup>e</sup> siècle ; les Territoires palestiniens de Cisjordanie sur le périmètre desquels un mur de 723 kilomètres de long les séparant d'Israël est en construction depuis juin 2002, l'administration israélienne ayant bouclé 408 kilomètres de la *barrier* à la date de mai 2007 (soit 56,5 % du projet de bouclage total) grâce à une combinaison de fossés, de tranchées, de barbelés, de fils électriques, de barrières électroniques et de murs en béton de 3 mètres de hauteur<sup>1</sup>.

La réalité du monde présent et non la fiction des romans futuristes, c'est aussi celle des Afghans demandeurs d'asile en Australie et maintenus jusqu'en 2003 dans les camps militaro-humanitaires de Woomera, où certains se donnèrent la mort en se jetant sur les murs de barbelés ; puis celle, dans la même

---

1. *The Humanitarian Impact of the West Bank Barrier on Palestinian Communities*, United Nations – Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Jerusalem, Update n° 7, juin 2007, p. 8.

région, des petites îles de Nauru et de Christmas où l'Australie a construit de grands camps de rétention pour les demandeurs d'asile qu'elle empêche d'entrer dans ses eaux territoriales. C'est la réalité des dizaines d'exilés soudanais (27 selon la police, plus de 150 selon les associations de droits de l'homme) tués en plein centre du Caire par la police égyptienne le 30 décembre 2005 après avoir été déboutés de leurs droits par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – le HCR, dont le représentant demanda lui-même au gouvernement égyptien l'évacuation des Soudanais. C'est celle des frontières de l'Europe rendues plus étanches par le durcissement des politiques sécuritaires depuis la période 2002-2005<sup>1</sup> : frontières multiformes parsemées de systèmes de contrôle sophistiqués, de hautes barrières (Ceuta, Melilla), de zones d'attente pour voyageurs sans visa (une centaine de zones d'attente dans les ports et aéroports français), ou encore de centres de rétention administrative pour étrangers et demandeurs d'asile (on dénombre une trentaine de CRA en France en 2007). C'est aussi, plus largement et durant la même période, la réalité des camps de détention des migrants installés systématiquement de l'autre côté de la Méditerranée, en Algérie ou en Libye, et d'où certains « clandestins » africains sont refoulés et abandonnés dans le désert sans aucun moyen de survie, pour finalement mourir.

Il ne s'agit donc pas d'un roman de science-fiction, mais d'une évolution actuelle du monde dont on peut anticiper les horizons les plus pessimistes. Si tout cela se poursuit, en effet, les camps ne serviront plus à maintenir en vie des réfugiés vulnérables, mais à garder et parquer toutes sortes de populations indésirables. Ce mouvement est en marche : on parle depuis quelques années

---

1. La première de ces deux dates marque la fermeture du camp de Sangatte en France (par N. Sarkozy, ministre de l'Intérieur à l'époque) et le renforcement des stratégies intergouvernementales européennes pour durcir le contrôle des frontières. La seconde marque la création de Frontex, l'Agence européenne pour le contrôle des migrations, agissant plus particulièrement en Méditerranée (European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union).

d'un « retour des camps » aux frontières de l'Europe, et l'intérêt grandissant des historiens, ces dernières années, pour les camps implantés en France depuis le tout début du <sup>xx</sup>e siècle semble bien traduire des interrogations nées de cette actualité<sup>1</sup>. Si le <sup>xx</sup>e siècle a été en Europe le « siècle des camps<sup>2</sup> », ce qui se passe aujourd'hui à l'échelle mondiale est l'extension et la sophistication de multiples formes de camps qui participent d'un dispositif de mise à l'écart des indésirables – réfugiés, déplacés, « déboutés » et étrangers de toutes sortes. Dans un contexte mondial dominé par l'obsession nationale et intergouvernementale du contrôle des mobilités et des frontières, un inventaire des camps est possible<sup>3</sup>. À quoi servent les camps aujourd'hui, du *hangar* de Sangatte<sup>4</sup> aux camps palestiniens dans la ville palestinienne de Naplouse en passant par le réseau des camps de déplacés et réfugiés de la Mano River (Libéria, Sierra Leone et Guinée) ?

---

1. Sur le thème des camps dans l'actualité européenne, voir deux publications collectives récentes : « L'Europe des camps. La mise à l'écart des étrangers » (dir. Jérôme Valluy, *Cultures & Conflits*, n° 57, 2005) et *Le Retour des camps ? Sangatte, Lampedusa, Guantánamo...* (sous la dir. d'Olivier Le Cour Grandmaison, Gilles Lhuillier et Jérôme Valluy, Paris, Autrement, 2006). Sur les camps dans l'histoire de France, voir Denis Peschanski, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002, et parmi de nombreuses études de cas : Emmanuel Filhol, *Un camp de concentration français. Les Tsiganes alsaciens-lorrains à Crest, 1915-1919*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004 ; Émile Temime, *Les Camps sur la plage. Un exil espagnol* (avec Geneviève Dreyfus-Armand), Paris, Autrement, 1995 ; *Le Camp du Grand Arénas. Marseille, 1944-1966* (avec Nathalie Deguigné), Paris, Autrement, 2001. Une recherche d'ensemble sur les camps en France au <sup>xx</sup>e siècle est menée par Marc Bernardot (voir l'ouvrage *Camps d'étrangers*, Éditions du Croquant, 2008, et « Le pays aux mille et un camps. Approche sociohistorique des espaces d'internement en France au <sup>xx</sup>e siècle », *Les Cahiers du Cériem*, Université de Rennes-II, 2003).

2. Denis Peschanski, *La France des camps...*, *op. cit.*, p. 17.

3. Voir chapitre 2.

4. Je reprends volontairement le terme « hangar », titre de l'exposition de photos de Jacqueline Salmon (« Sangatte 2001 – Le hangar »), pour signifier à la fois la multiplicité et la « banalité » des formes matérielles et sociales prises par les camps et, en regard de cette réalité multiple, la nécessité d'un usage théorique et politique du concept « générique » de *camp*. Je reviens plus loin sur cette question.

Diversification des formes de camps, élargissement des espaces frontières, contrôle accru des populations errantes, tout concourt aujourd'hui à consolider une partition entre deux grandes catégories mondiales sans cesse réifiées : d'une part, un monde propre, sain et visible ; d'autre part, ses restes, obscurs, malades et invisibles.

### Gérer les indésirables. L'inquiétante ambiguïté de l'humanitaire

Mais les TGOCh de notre petite fiction ne sont pas en dehors. Si l'histoire des camps relève globalement d'un contrôle des déplacements et d'une mise à distance de certaines populations traitées à part, le plus souvent étrangères, si elle relève donc d'une pensée *policière* du confinement et de la mise à l'écart, les organisations humanitaires se sont fait aujourd'hui une spécialité de « gérer » au quotidien ces espaces et ces populations à part. L'intervention humanitaire côtoie la gestion policière. Pas de soin sans contrôle. Aujourd'hui, les organisations non gouvernementales (ONG) se trouvent prises dans un processus bien trop puissant pour la bonne volonté humaniste et apparemment pragmatique de toutes celles et tous ceux qui font marcher l'intervention humanitaire. Le développement des camps de réfugiés depuis les années 1960-1970 au Proche-Orient et en Asie puis, dès le tournant des années 1980-1990, massivement en Afrique et dans une moindre mesure en Amérique centrale et en Europe de l'Est, n'aura alors été que l'anticipation et la préparation « moralement correcte » (parce que, dans le même temps, des vies vulnérables ont bien été sauvées) d'une stratégie politique et d'une technique de contrôle fermant les portes du « Monde » à tous les indésirables des « Restes du monde ». Cela derrière l'écran merveilleux des interventions de sauvetage, de protection, de reconstruction et de *peace building* (« construction de la paix ») des organisations humanitaires et onusiennes. C'est cette évolution, déjà visible aujourd'hui, qui m'a progressivement conduit à m'interroger sur la formation d'un dispositif mondial

que j'appellerai ici gouvernement humanitaire. Mon propos vise à mettre en relief le contrôle que ce dispositif assure sur des espaces extraterritoriaux (je les appellerai des *hors-lieux*), et sur une partie de la population mondiale – les *outcasts*, parias de toutes origines, autant indésirables que vulnérables.

J'évoquerai dans cet ouvrage les effets d'une solidarité fonctionnelle, ou « organique » au sens durkheimien, entre le monde humanitaire (la main qui soigne) et la mise en ordre policière et militaire du monde comme un tout (la main qui frappe). Ce lien ne se confond pas, dans mon esprit, avec un lien institutionnel, ni surtout avec une *intentionnalité* manipulatrice qu'il suffirait de dénoncer pour être quitte d'une critique de l'humanitaire. Le travail de l'anthropologue ne vise pas à dénoncer des scandales ni à « dévoiler » des intentions cachées qui viendraient alimenter les condamnations morales ou idéologiques, visant l'action humanitaire, que les uns et les autres se renvoient régulièrement dans les milieux humanitaires, politiques et médiatiques sur l'action humanitaire. Contre toute idée de dénonciation, je préfère dire – en le démontrant – que le lien est contextuel et fonctionnel, que l'intentionnalité des individus n'agit qu'à *l'intérieur* de cette « place » de l'humanitaire dans un ordre social, moral et politique du monde, et comprendre à partir de là qu'il en découle toujours une profonde ambiguïté de l'action humanitaire. Celle-ci a un pouvoir de vie et de mort dans l'espace qui lui est assigné, mais aussi et surtout un rôle majeur dans la transformation des vies individuelles, des modèles sociaux et culturels des lieux où elle opère. Cette posture me semble à la fois plus radicale face aux formes de domination propres au dispositif humanitaire, et plus respectueuse des personnes agissant dans son cadre, de leurs intentions, sinon toujours de leurs idées.

Moins polémique et plus critique, l'anthropologue peut penser de manière plus *inactuelle* : sa critique se fonde sur toutes les données possibles – même celles qui ne semblent pas utiles dans les analyses opérationnelles – et sur sa liberté d'action et d'expression fondamentale. Cela ne signifie pas fataliste ou défaitiste.

Bien au contraire. Plus qu'un « système » qui marcherait tout seul, inconsciemment, l'humanitaire est un dispositif instable fait de réseaux, de leaderships, de valeurs. Chacun et chacune peut sans cesse critiquer sa propre action au regard de ses contextes et de ses effets dans le monde actuel. Le cas des camps de réfugiés, sur lequel nous nous pencherons de manière approfondie dans cet ouvrage, en est un exemple, sans doute le plus accompli aujourd'hui pour ce qui concerne l'inquiétante ambiguïté de l'humanitaire. Mais celle-ci dépasse le seul espace des camps ; tous les espaces créés aujourd'hui par une intervention déployée sous la bannière humanitaire répètent partout cette ambiguïté. C'est dans ce sens qu'il nous a fallu élargir la recherche, situer les réfugiés parmi tous ceux qui aujourd'hui se retrouvent sans protection ni reconnaissance d'un État et constituent tout un monde d'*indésirables*, situer les camps de réfugiés parmi les multiples formes actuelles d'*encampement*, enfin situer les formes de pouvoir observées localement dans la perspective mondialisée du *gouvernement humanitaire*.

### Observation, participation, engagement

C'est le résultat d'une enquête longue et d'une réflexion approfondie que nous proposons ici, à partir d'une série de recherches de terrain menées durant sept ans (2000-2007) dans les camps de réfugiés. Plus précisément, il s'agit des trois camps de Dadaab au Kenya (en 2000) ; du camp de Maheba en Zambie (en 2002) ; en Guinée forestière (en 2003), il s'agit des deux camps de Boreah et Kountaya (région de Kissidougou), du camp de Kuankan (Macenta) et des trois camps autour de Nzérékoré, ainsi que des centres de transit de la frontière libérienne ; il s'agit des camps de la région de Bô-Kenema et du centre de transit de Kailahun en Sierra Leone (2003) ; des camps de déplacés de la région du Bong et des alentours de Monrovia au Libéria (en 2004 et 2007) ; enfin des camps de Balata et Askar à Naplouse en Cisjordanie (en 2005). Des villes et des villages situés près des camps – ou à certaines étapes sur les voies de circulation des

réfugiés, des déplacés internes et des « retournés » (*returnees*) – ont également fait l’objet d’enquêtes spécifiques, comme à Kailahun (frontière Sierra Leone-Guinée-Libéria en 2003) et dans la région de Foya (Lofa County, Libéria, en 2007).

Nous décrivons et analyserons en détail dans cet ouvrage plusieurs de ces camps de réfugiés. Ils nous informent sur le traitement séparé de personnes et de groupes qui forment une part des cinquante millions de « victimes de déplacements forcés » dans le monde<sup>1</sup>. Pour autant, nous ne chercherons pas à justifier l’existence institutionnelle d’une « population » dont toute définition et toute mesure font l’objet de polémiques sur les catégories d’identification qui servent à les construire (vous n’êtes « réfugié » que parce qu’une institution décide de vous classer comme tel, après vous avoir considéré, par exemple, comme « clandestin », « demandeur d’asile », « toléré », etc.). Nous ne chercherons pas davantage à valider les chiffres – si souvent approximatifs, contradictoires et parfois franchement fantaisistes – qui sont produits pour dénombrer ces catégories et dont les fluctuations découlent essentiellement des alternances identitaires dépendant, elles, des institutions qui comptent et recomptent des catégories d’individus dans le même temps qu’elles les nomment et renomment<sup>2</sup>.

La position que j’adopte pour définir l’objet de la recherche (et la place du chercheur) est différente : elle fait des stratégies institutionnelles un objet d’enquête et d’analyse, elle est décalée sans être trop éloignée, elle englobe le dispositif humanitaire dans son ensemble tout en requérant du chercheur qu’il circule personnellement à l’intérieur de ce dispositif pour être attentif aux détails. C’est en étant attentif aux détails, aux grains de poussière qui enrayent les machines, aux paroles récalcitrantes des individus face aux rôles qu’on leur assigne, que l’ethnologue

---

1. Évaluation du HCR qui s’en tient aux catégories reconnues de réfugiés et de déplacés internes.

2. La présentation critique des nombres et des catégories de populations déplacées est faite dans le premier chapitre.

apprend et peut transmettre le plus de choses<sup>1</sup>. Cette démarche permettra de décrire (en ethnographe) et de comprendre (en anthropologue) une modalité d'organisation sociale qui se déploie à l'échelle mondiale et traite une part de la population planétaire selon un régime spécifique, celui du gouvernement humanitaire – organisation et régime toujours observables aux échelles locales.

Mais ma participation aux structures associatives du *mouvement humanitaire* a été une autre source, importante, de connaissances et de réflexions. En effet, ma collaboration avec Médecins sans frontières (MSF), d'abord nécessaire pour accéder aux camps en toute indépendance<sup>2</sup>, s'est transformée en un engagement plus fort à partir de mon élection au conseil d'administration de l'association MSF-France en 2004 et de nouveau en 2007. Sans y perdre la moindre liberté de parole, je retrouve dans la posture critique à l'égard du « système » humanitaire et des contextes politiques de ses interventions – posture qui est un peu la « marque de fabrique » de MSF, même si la réalité est plus contradictoire<sup>3</sup> – une consonance avec mon propre engagement auprès du mouvement humanitaire, critique et réflexif autant qu'attentif aux crises et à leurs conséquences humaines.

On trouvera donc dans cet ouvrage non seulement les résultats de mes observations ethnographiques dans les camps de réfugiés<sup>4</sup>, mais aussi un écho des débats soulevés par celles et ceux qui parcourent le monde avec l'objectif d'aider des populations en détresse : un engagement critique dans l'action humanitaire est-il possible ? Qu'est-ce qui transforme les terrains de l'humanitaire en lieux d'expériences *anthropologiques* au sens large, c'est-à-dire de mise à l'épreuve contemporaine de l'altérité ? Tout

---

1. Une défense de la découverte du sens par l'attention aux détails est développée par Albert Piette, *Ethnographie de l'action. L'observation des détails*, Paris, Métailié, 1996.

2. Voir chapitre 3.

3. J'y reviens en détail dans le chapitre 12.

4. C'est pour rendre compte de cette expérience que j'ai souhaité intégrer en différentes parties du texte des notes et des documents directement issus du terrain.

## INTRODUCTION

humanisme est-il « piégé » comme l'est l'action humanitaire aujourd'hui ? Que faire ?

Nous déboucherons finalement, si le lecteur ou la lectrice de ces lignes veulent bien m'accompagner dans cette recherche entre terrain et théorie, sur une critique radicale des fondements, des contextes et des effets politiques de l'action humanitaire actuelle. Tout est à reprendre et à repenser alors. Vers quel avenir tendent logiquement les interventions d'*urgence* et les espaces qu'elles créent ? D'autres utopies sont-elles opposables à celle qui, paradoxalement, est en train de tuer la solidarité internationale après avoir voulu la réinventer ? Au-delà de la fin des camps, saurons-nous créer les conditions d'une réinvention de l'asile et du refuge, une réinvention de la ville et de la solidarité ?

Dans la collection « La Bibliothèque des savoirs »

Alberto Alesina, Edward L. Glaeser, *Combattre les inégalités et la pauvreté. Les États-Unis face à l'Europe*

Ulrich Beck, Edgar Grande, *Pour un empire européen*

Douwe Draaisma, *Pourquoi la vie passe plus vite à mesure qu'on vieillit*

Didier Fassin, Richard Rechtman, *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*

Benoît de l'Estoile, *Le Goût des autres. De l'exposition coloniale aux arts premiers*

André Pichot, *Aux origines des théories raciales. De la Bible à Darwin*

Gérard Pommier, *Comment les neurosciences démontrent la psychanalyse*

Pierre-André Taguieff, *Le Sens du progrès. Une approche historique et philosophique*

Slavoj Žižek, *Fragile absolu. Pourquoi l'héritage chrétien vaut-il d'être défendu ?*

Composition et mise en page



N° d'édition : L01EHBNU0566N001  
Dépôt légal : novembre 2008